Séminaire
B R I C s
FMSH-CRBC

L'Argentine marginalisée

Pierre Salama

N°118 | décembre 2016

La marginalisation de l'Argentine vient de loin. Alors qu'en 1913, le revenu par tête de l'Argentine correspondait à 65% de celui de la Grande-Bretagne, en 1945 il se situait encore à 60% pour passer en 2001 à 39%. La comparaison avec le revenu par tête des espagnols est encore plus éloquente : 393% en 1913, 290% en 1945 et 51% en 2001. Le revenu par tête des argentins est passé ainsi du quadruple de celui des espagnols à un peu plus de la moitié.

Aujourd'hui elle est de nouveau en crise et en même temps l'inflation repart à la hausse. La croissance de son produit intérieur brut (PIB) est négative. Malgré des rebonds, l'Argentine se désindustrialise. Le niveau de la productivité du travail, sa croissance sont très faibles, surtout si on les compare à ceux d'autres pays asiatiques émergents. Pire, la dispersion autour de la moyenne est très prononcée, bien plus que celles observées dans les pays avancés. Il en est également de même des salaires.

L'objet de cet article est d'analyser les causes de cette marginalisation et de la persistance de l'inflation.

Working Papers Series

L'Argentine marginalisée

Pierre Salama

Décembre 2016

L'auteur

Professeur émérite, cepn-cnrs, co-animateur du séminaire BRICS à la FMSH, page web : htpp://perso.wanadoo.fr/pierre.salama/ et depuis 2014 : http://brics.hypotheses.org. Article écrit en octobre 2016 et exposé en novembre 2016 à la FMSH, auteur de *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, édition A.Colin, 2012 et *Des économies toujours émergentes ?*, édition La documentation française, 2014

Le texte

Cet article est le fruit de discussions menées au sein du séminaire BRICS de la Fondation Maison des sciences de l'homme. Il a été présenté dans deux colloques tenus à Rio de Janeiro et à Campinas, organisés par la Fondation Maison des sciences de l'homme et l'université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) ainsi que par l'Unicamp en octobre et novembre 2013.

Citer ce document

Pierre Salama, *L'Argentine marginalisée*, FMSH-WP-2016-118, décembre 2016.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2013

Informations et soumission des textes :

wpfmsh@msh-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

http://www.msh-paris.fr
http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP
http://wpfmsh.hypotheses.org

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

La marginalisation de l'Argentine vient de loin. Alors qu'en 1913, le revenu par tête de l'Argentine correspondait à 65% de celui de la Grande-Bretagne, en 1945 il se situait encore à 60% pour passer en 2001 à 39%. La comparaison avec le revenu par tête des espagnols est encore plus éloquente : 393% en 1913, 290% en 1945 et 51% en 2001. Le revenu par tête des argentins est passé ainsi du quadruple de celui des espagnols à un peu plus de la moitié.

Aujourd'hui elle est de nouveau en crise et en même temps l'inflation repart à la hausse. La croissance de son produit intérieur brut (PIB) est négative. Malgré des rebonds, l'Argentine se désindustrialise. Le niveau de la productivité du travail, sa croissance sont très faibles, surtout si on les compare à ceux d'autres pays asiatiques émergents. Pire, la dispersion autour de la moyenne est très prononcée, bien plus que celles observées dans les pays avancés. Il en est également de même des salaires.

L'objet de cet article est d'analyser les causes de cette marginalisation et de la persistance de l'inflation.

Mots-clefs

économie du développement, politique commerciale, insertion internationale, industrialisation, étude comparative, pauvreté, classes moyennes

Argentina marginalized

Abstract

The marginalization of the Argentina comes from far away. While in 1913, income per head of the Argentina correspond to 65% of that of Britain, in 1945 it was still 60% to spend in 2001 to 39 percent. Comparison with income per head of the Spaniards is even more eloquent: 393% in 1913, 290% in 1945 and 51% in 2001. The per capita income for the Argentine went thus from four times that of the Spaniards to a little more than half.

Today it is again in crisis and same time inflation starts rising. Its gross domestic product (GDP) growth is negative. Despite the rebound, the Argentina's deindustrializes. The level of labour productivity, growth are very low, especially when compared to those of other emerging Asian countries. Worse, the dispersion around the average is very pronounced, rather than those observed in developed countries. It is also the same wages.

The purpose of this article is to analyze the causes of marginalization and the persistance of inflation during the last 15 years.

Keywords

economic development, trade policy, industrialization, comparatives studies of countries, poverty, middle class

Sommaire

Un parcours économique régressif, quelques faits saillants **5**

L’histoire peut-elle se répéter ? Le paradoxe d’une inflation en hausse alors qu’elle « devrait » baisser. **9**

Bibliographie **14**

L'Argentine dévisse depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui elle est de nouveau en crise. La croissance de son produit intérieur brut (PIB) est négative. Une crise prononcée, une inflation en hausse, une politique économique erronée suivie par la nouvelle présidence pour tenter de sortir du piège de la stagflation, accroissent les inégalités, augmentent la pauvreté, peinent à faire revenir la confiance des investisseurs. Le diagnostic sur l'héritage Kirchner est erroné. Ce n'est pas une contention de la demande interne qui peut résoudre la crise laissée par la présidence Kirchner et réduire l'inflation. Les remèdes mis en œuvre sont inefficaces et aggravent la situation. C'est la thèse développée dans cet article.

Malgré des rebonds, l'Argentine se désindustrialise. Le niveau de la productivité du travail, sa croissance sont très faibles, surtout si on les compare à ceux d'autres pays asiatiques émergents. Pire, la dispersion autour de la moyenne est très prononcée, bien plus que celles observées dans les pays avancés. Il en est également de même des salaires. A qualification équivalente, les salaires versés par les grandes entreprises sont bien plus importants que ceux qu'obtiennent les salariés des petites et moyennes entreprises

L'Argentine se désindustrialise et en même temps l'inflation repart à la hausse, elle entre en crise et la hausse des prix passe à une vitesse supérieure. Y-a-t-il une relation de cause à effet entre cette désindustrialisation et l'accentuation de la hausse des prix ? Dans l'affirmative, cela signifierait que l'inflation ne vient principalement ni d'un excès de demande et/ou d'offre de monnaie, ni d'une méga dévaluation, encore que celle-ci puisse avoir des effets temporaires (une pointe inflationniste), ni de comportements oligopolistiques, bien que ceux-ci jouent, ni de conflits distributifs même si ces derniers favorisent l'inertie de l'inflation à un niveau élevé, mais fondamentalement de l'incapacité des gouvernements successifs à promouvoir une politique pro-industrielle à long terme, jouant sur les niches à haute technologie afin de s'insérer positivement dans la division internationale du travail, à l'égal de ce que firent et font la Corée du sud, Taïwan, etc., et de favoriser ainsi une mutation des comportements des investisseurs qui de tendance rentière opteraient pour une attitude schumpétérienne ?

Un parcours économique régressif, quelques faits saillants

La marginalisation de l'Argentine vient de loin. Alors qu'en 1913, le revenu par tête de l'Argentine correspondait à 65% de celui de la Grande-Bretagne, en 1945 il se situait encore à 60% pour passer en 2001 à 39%. La comparaison avec le revenu par tête des espagnols est encore plus éloquente : 393% en 1913, 290% en 1945 et 51% en 2001. Le revenu par tête des argentins est passé ainsi du quadruple de celui des espagnols à un peu plus de la moitié.

Autres données, même diagnostic : un déclin prononcé. En 1980, l'Argentine était le seul pays d'Amérique latine présent parmi les 50 premiers pays exportateurs de produits manufacturés. Il occupait la 26° position. En 1985, la Chine se situait en 26° position et l'Argentine, désormais dépassée par le Brésil, occupait le 32° rang. En 2000 elle était au 40° rang, en 2005 au 45° et en 2009 au 37° selon les travaux menés par Gallagher (2010)[1].

Comparer est instructif. Il n'est nul besoin de se référer aux étapes de développement théorisées en son temps par Rostow pour reconnaitre qu'il y a des parcours porteurs d'avenir et d'autres qui le sont moins ou pas du tout. Le graphique ci-dessous distingue les pays selon, en ordonnée, la valeur ajoutée de l'industrie (densité industrielle) par habitant en dollars et, en abscisse, la part du secteur manufacturier dans le PIB, le croisement de l'ordonnée et de l'abscisse se situant à 3000 dollars et 18%.

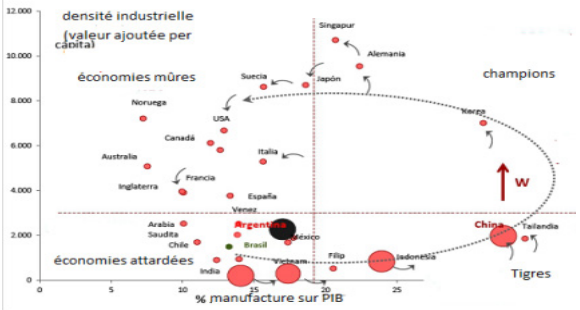
Les pays latino-américains sont caractérisés par une faible densité industrielle et un poids faible de leur secteur manufacturier dans le PIB est également faible (premier quadrant) ; les tigres asiatiques et la Chine par une densité relativement faible et une part du secteur manufacturier dans le PIB plus importante (second quadrant) et les dragons (Corée, Taîwan, Singapour), l'Allemagne (troisième quadrant) se caractérisent à la fois par une densité industrielle élevée et un poids de leur manufacture dans leur PIB également

1. Gallagher P. (2010) : « China and the future of Latin American Industrialization » , Policy Brief n°18, The Frederick S. Pardee Center.

élevé. Dans les pays avancés (quatrième quadrant), l'augmentation du poids des services s'accompagne de la désindustrialisation, leur densité industrielle baisse ainsi que le poids du secteur manufacturier dans leur PIB. Au cours de l'Histoire, le parcours économique de nombre de pays asiatiques a été de passer d'un quadrant à un autre, de gauche à droite et de bas vers le haut, la valeur ajoutée par habitant augmentant à mesure que la densité industrielle croissait, dans les deux premiers quadrants.

Le constat est implacable. Le parcours économique des pays latino-américains ne leur permet pas de s'insérer de manière positive dans la division internationale du travail. L'insertion dans la division internationale du travail portée par une reprimarisation de leurs économies a favorisé une désindustrialisation précoce, une léthargie de la croissance et quand ce ne sont pas les matières premières qui en seraient la cause, ce sont les transferts de revenus des migrants aux Etats-Unis qui sont à l'origine de l'appréciation des monnaies nationales sur une longue période[2].

Nombre de pays asiatiques ont connu ces quarante dernières années une industrialisation rapide, un taux de croissance élevé accompagnés d'un taux de change sous-évalué. A l'inverse, les pays latino-américains sont restés quasi figés dans le quadrant où se trouvent les pays attardés : faible densité industrielle par tête, faible ratio valeur ajoutée de l'industrie sur PIB accompagnés d'une tendance à long terme à l'appréciation de leurs monnaies, appréciations interrompues par des crises financières fréquentes.



Source : Albrieu R et alii (2015) : Argentina : una estrategia de desarrollo para el siglo XXI, edition Turmalina, p.54.

La croissance est restée modeste alors qu'ailleurs elle augmentait. Ainsi, au lieu de prendre le chemin emprunté, favorisant leur industrie, par les tigres puis les champions, les pays latino-américains sont restés… sur place. L'Argentine ne fait pas exception, même si la période post-convertibilité se caractérise par un taux de croissance du PIB relativement élevé entre 2003 et 2008, puis un peu moins élevé qu'indiqué par les statistiques officielles jusque 2013[3].

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB interannuel en %, selon différentes sources

	INDEC base 2004	IGA (Ferreres)	ISAG (GERES)
2008	4.1	2.6	4.8
2009	-6	-4.1	-3.3
2010	10.4	8.2	8.3
2011	6.1	4.9	5.8
2012	-1.1	-0.4	-0.7
2013	2.3	3.5	1.1
2014	-2.6	-2.7	-2.8
2015	2.4	2	0.9
2016, 1° tri	0.6	1.1	-1.5
2016, 2° tri	-2.8	-3.1	-3.7

Source : Informe de coyuntura economica, GERES, n°13, 2016. Les données de l'INDEC différent de celles fournies sous la présidence Kirchner. Ainsi en est-il surtout pour l'année 2009 pour lequel l'INDEC donnait une croissance nulle, donnée qu'elle a en 2016 revue à la baisse.

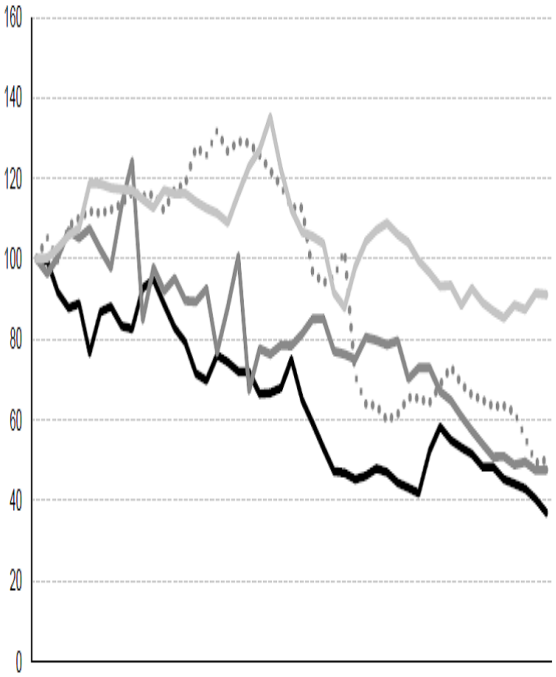
Les principaux pays latino-américains, dont l'Argentine, ont initié ce chemin mais, dès les années 1990 et surtout 2000, ils ont connu une bifurcation : leur PIB augmentait modestement, la part de l'industrie de transformation dans le PIB régressait, si bien que contrairement aux pays

2. La littérature sur ce sujet est devenue importante. Voir Salama P. (2012) ... où on trouvera une abondante bibliographie.

3. Depuis 2007-2008 les données statistiques sont contestables, l'INDEC ayant modifié son mode de calcul de l'inflation avec pour objectif de la sous évaluer…l'écart ne cesse de grandir entre le taux d'inflation officiel et ceux calculés par différentes institutions. Lorsque la hausse des prix croit à des vitesses différentes selon les données officielles et officieuses, il y a un effet sur le taux de croissance réel du PIB. Celui-ci est moins élevé que celui mesuré par l'INDEC lorsque l'écart des prix officiels et officieux s'accentue (et inversement).

asiatiques, ils n'ont pu passer au second quadrant comme le firent en leur temps la Corée du sud ou bien Taïwan, pays à population comparable à celle de l'Argentine. Bien au contraire, avec la reprimarisation, ils se sont déplacés de la droite vers la gauche et du bas vers le haut au sein du premier quadrant. L'Argentine ne suit pas le parcours emprunté par les pays asiatiques, elle se spécialise (de nouveau) sur les produits de rente au détriment de son tissu industriel surtout lors du second gouvernement de Cristina Kirchner. L'industrie perd en importance à un niveau quantitatif et à un niveau qualitatif. On est alors en présence d'une désindustrialisation précoce[4].

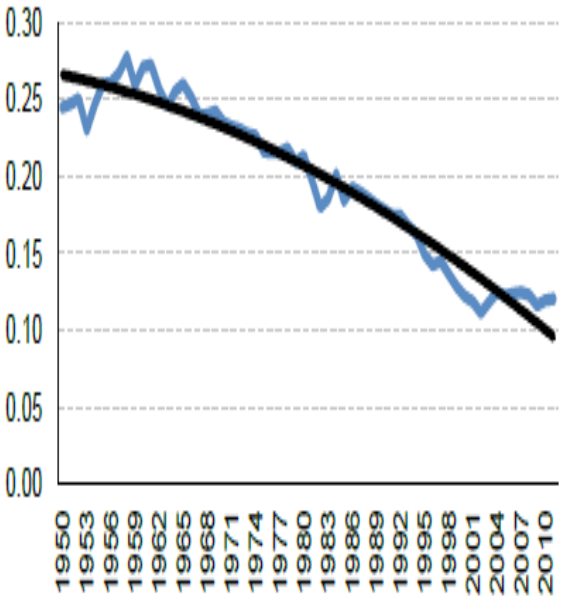
Figure 2 : Désindustrialisation dans quelques pays, en % du PIB, en valeur ajoutée, base 100=1965



Source : à partir de World Develoment Indicators, Worl Bank, dans Castillo M et Martins Neto A. : Premature deindustrialization in Latin America, Cepal, serie Production development n°205, 1-23, 2016, p.9

4. Désindustrialisation précoce : on dit que la désindustrialisation d'un pays émergent est précoce par rapport à la désindustrialisation affectant certains pays avancés lorsque le revenu par tête au début de ce processus correspond à la moitié de celui des pays avancés au moment où débute leur désindustrialisation. La désindustrialisation affecte les emplois industriels, ceux-ci baissent relativement aux autre emplois mais ils peuvent aussi baisser de manière absolue. On peut mesurer la désindustrialisation à partir de plusieurs indicateurs : l'évolution de la part de l'industrie (en valeur ajoutée) dans le PIB, l'évolution du poids de l'industrie dans l'industrie mondiale, la part des exportations manufacturières dans les exportations manufacturières. Mais on peut aussi utiliser des indicateurs d'emplois. Pour ne pas qu'il y ait d'ambigüité, l'industrie concernée est l'industrie de transformation.

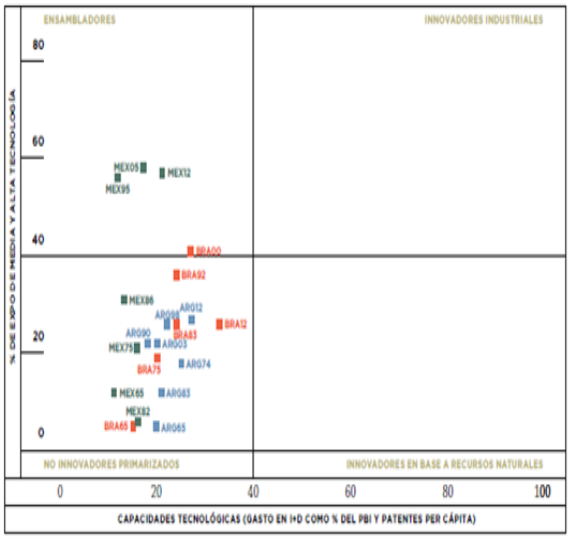
Figure 3 : Emploi dans la manufacture



même source, p.13

En Corée du sud et dans de nombreux pays asiatiques, l'essor de l'industrie constitue le moteur d'une croissance élevée et durable et d'un essor de la productivité du travail conséquent. En Argentine, la préférence pour les activités de rente permet pendant un temps une croissance importante, mais hautement vulnérable. Celle-ci est compatible avec un essor de la production industrielle pendant les premières années pour deux raisons : la disparition de la contrainte externe grâce à l'essor des activités de rente particulièrement lucratives jusque 2012, et le maintien d'un taux de change sous-évalué jusque 2008-2010 qui protège l'industrie. La compétitivité pâtit de cet « avantage ». L'importation, même à un coût relativement élevé à cause de la sous-évaluation de la monnaie rogne les marges et il devient préférable d'importer les produits à moyen et haut coefficient technologique plutôt que de les produire et ce d'autant plus que le tissu industriel avait énormément souffert de la l'hyperinflation et de l'insuffisance d'investissement dans les années 1980, mais aussi de la politique de libéralisation des échanges des années 1990 et du décrochage de l'Argentine en termes d'efforts en recherche-développement relativement au PIB (entre 0.5% et 0.7% contre 4.5% en Corée du sud). Comme on peut le voir dans la figure ci-dessous, l'Argentine reste confinée dans le quadrant caractérisé par des exportations de moyenne et haute technologie (en % du total des exportations) et peu innovantes.

Figure 4 : Trajectoires de l'Argentine, du Mexique et du Brésil, 1965 et 2012



Source : Banque mondiale, COMTRADE, USPTO, UNESCO et OCDE, in Schteingart D. et Coatz D. , 2015, 49-79, p.66

En résumé, si la croissance a pu être plus élevée dans les années 2000, tout en restant loin des scores asiatiques, c'est parce que la contrainte externe a été mise entre parenthèse par l'essor des matières premières, ce dernier poussant les pays vers l'avant mais le rendant plus vulnérable en participant via l'appréciation de la monnaie nationale, à la destruction de pans entiers de l'industrie nationale. Plus vulnérable parce qu'une fois la courbe haussière des matières premières inversée, le tissu industriel, affaibli, a moins de capacités à profiter de dépréciation de la monnaie nationale, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'en a plus, mais que celles-ci sont réduites. Cependant, la protection qu'offre une dévaluation de la monnaie nationale n'est que de courte durée car le tissu industriel est de moins en moins performant, les biens d'équipement vieillissent faute d'investissements passés suffisants et les secteurs de moyenne et haute technologie ont de plus en plus de mal à résister à la concurrence internationale, la disparition de la contrainte externe rendant possible ces importations comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous. Les déficits concernent principalement les biens de moyenne et haute technologie. Les fuites de capitaux amputent alors les réserves. La réaction du gouvernement a été de multiplier les obstacles administratifs pour importer, acheter des devises. Comme un mauvais joueur d'échec, le gouvernement réagit sans anticiper les modalités de contournement de l' »adversaire » et multiplie, empile, les mesures administratives au coup par coup à mesure que l'efficacité de sa politique chute.

La désindustrialisation de quantitative devient alors qualitative. Le tissu industriel est de plus en plus orienté vers la production de biens à faible contenu technologique et faible qualité comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Solde de la balance commerciale de produits industriels selon le contenu technologique en milliards de dollars

	Haut	Moyen haut	Moyen bas	Bas	Total
2001	-3.162	-4.183	693	5.588	-1.063
2002	-718	-214	2.731	8.020	9.759
2003	-1.480	-2.813	2.634	9.887	8.228
2004	-3.554	-5.629	2.329	11.000	4.146
2005	-4.604	-7.124	2.219	11.802	2.293
2006	-5.315	-8.406	2.473	14.041	2.792
2007	-6.404	-12.024	-897	17.137	-393
2008	-6.998	-14.973	-922	21.128	-1.765
2009	-5.751	-7.028	301	19.198	6.720
2010	-8.008	-13.455	-1.411	19.905	-2.969
2011	-9.048	-17.271	-5.049	24.487	-6.887
2012	-8.557	-15.516	-3.130	23.512	-3.690
2013	-8.650	-19.012	-5.417	23.932	-9.147
2014	-8.409	-15.109	-6.252	24.684	-5.086

Source : Martín Schorr y Andrés Wainer, p.8, en légèrement ombré, les années de crise. p.66

Toutes les branches sont affectées, celles qui produisent des biens de moyenne et haute technologie le sont davantage comme on peut le voir dans le déficit de la balance commerciale des biens industriels par niveaux technologiques (tableau ci-dessus). Le tissu industriel est de plus en plus orienté vers la production de biens à faible contenu technologique et faible qualité, ceux qui précisément sont menacés par la concurrence asiatique. A quelques exceptions notables, les équipements sont en moyenne assez âgés, voire dans certains cas obsolètes, ce qui pèse sur la productivité du travail, y compris dans les grandes entreprises.

Les petites et moyennes entreprises (PYME), 96,7% de l'ensemble des entreprises, représentant 48.7% de l'emploi formel, 40% du PIB, 6.5% des exportations sont particulièrement affectées par la perte de compétivité, l'âge moyen de leurs biens

d'équipement est parfois considérable comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3: Brèche technologique perçue par les entreprises argentines PYMES par rapport aux entreprises leaders dans le secteur et dans le monde, puis âge moyen des biens d'équipement, panel de 100 entreprises, 2016

	Brèche de 0 à 1	Âge moyen en années
Bois et meubles	0.56	7.29
Minerais non métalliques	0.54	5.22
Textile et habillement	0.53	7
Produits chimiques	0.50	5.40
Papier, carton, édition	0.45	6.37
Moyenne	0.44	8.70
Matériel de transport	0.43	10.20
Produits electromécanique et informatique	0.42	7.13
Aliments et boissons	0.42	8.77
Caoutchouc et plastique	0.33	7.83
Produits métalliques, machines et équipements	0.33	15.44
Chaussures et maroquinerie	0.33	12.50

Source : Giarrizzo V. et Montano F. : El stock de capital en la industria pyme: condiciones para modernizar la maquineria y el equipo de producción, *CIPPEC*, document n°172, 1-14, 2016, pages 5 et 3

L'enquête menée auprès des petites et moyennes entreprises (PYME) est révélatrice de comportements peu schumpétériens (Giarrizzo V. et Montano F., 2016). Selon les auteurs, la moyenne d'âge des équipements utilisés par les pymes est de 8.7 ans, 66.4% des entreprises utilisent des machines soit obsolètes, soit très obsolètes, amorties depuis longtemps, ces entreprises ayant « une attitude passive face à la modernisation technologique » selon les auteurs. La capacité d'utiliser les technologies de l'information et de la communication est particulièrement faible : l'Argentine se situe au 91° rang mondial et au 14° si on considère l'Amérique latine en 2015. L'écart par rapport aux entreprises leaders dans le monde est particulièrement important comme on peut l'observer dans le tableau ci-dessus.

Il est dès lors logique que les excédents procurés par les exportations de produits de rente parviennent de moins en moins à compenser les importations nettes de produits industriels de moyenne et haute technologie. Le commerce avec la Chine est largement déficitaire. L'Argentine exporte des produits de rente, principalement le soja sous différentes formes (graines, tourteaux, huile) et importe des biens manufacturés. Le déficit commercial avec la Chine grandit à mesure que son tissu industriel s'avère de plus en plus incapable de répondre dans des conditions de rentabilité suffisante aux demandes de produits industriel. Il devient considérable comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous. L'Argentine est certes moins déficitaire que ne l'est le Mexique dans son commerce avec la Chine (pour un dollar vendu, dix sont importés) - mais il est vrai que le Mexique à défaut de matières premières vend peu à la Chine - mais il est bien plus important que celui du Brésil. Encore légèrement positif en 2007 (77 millions de dollars), le solde commercial avec la Chine devient de plus en plus négatif : - 4.832 milliards de dollars, - 6.318 en 2014 milliards de dollars respectivement en 2012 et 2014 (source ABCEB à partir de l'INDEC).

L'histoire peut-elle se répéter ? Le paradoxe d'une inflation en hausse alors qu'elle « devrait » baisser.

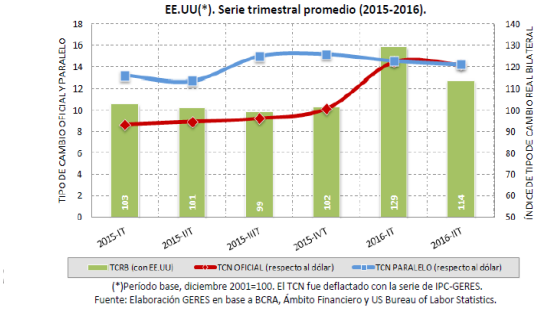
La libéralisation des marchés au début des années 1990, la maxi-dévaluation alignant le taux de change officiel sur le taux parallèle, la convertibilité pleine et entière, y compris pour les transactions internes entre peso et le dollar sans coût de transaction, ont cassé l'hyperinflation et en quelques mois celle-ci est revenue à un taux annuel d'un chiffre. Peut-être est-ce schéma que le président Macri avait en tête, dès sa prise de fonction en décembre 2015, lorsque, dévaluant la monnaie, l'alignant sur le taux parallèle (voir graphique ci-dessous), libéralisant les mouvements de capitaux, supprimant les subventions massives à l'énergie, licenciant de nombreux fonctionnaires, il pensait que rapidement l'inflation diminuerait de manière significative[5], les capitaux entreraient en Argen-

5. En période d'hyperinflation, l'écart entre taux de change officielle et taux de change parallèle est un indicateur de l'importance de la défiance vis-à-vis de la politique du gouvernement. Comme le système des prix relatifs tend à devenir incohérent (tous les prix n'augmentent pas en même temps et d'un même pourcentage), les agents économiques cherchent à redonner de la cohérence à leurs prix en les indexant sur le

tine, la reprise économique viendrait. La situation est différente de celle de la fin des années 1980 :

1. Le commerce international ralentit,
2. La chute du cours de matières premières pèse sur les échanges avec la Chine et les exportations des produits de rente parviennent de moins en moins à combler le solde négatif de la balance commerciale des produits industriels,
3. Le Brésil en 2015 et 2016, est en profonde crise, ce qui affecte le commerce de l'Argentine avec ce dernier, enfin et comme nous l'avons vu,
4. Le tissu industriel ne s'est guère modernisé dans les années 2000 limitant ainsi les capacités de réponse de l'industrie à une réduction de ses prix à l'exportation suite à une dévaluation[6].

Gráfico 11. Evolución del tipo de cambio oficial, paralelo y del índice de tipo de cambio real bilateral con EE.UU(*). Serie trimestral promedio (2015-2016).



(*)Período base, diciembre 2001=100. El TCN fue deflactado con la serie de IPC-GERES.
Fuente: Elaboración GERES en base a BCRA, Ámbito Financiero y US Bureau of Labor Statistics.

Une politique d'austérité a, en général, des effets récessifs et un coût social plus ou moins important selon l'ampleur des mesures prises et l'existence ou non d'amortisseurs sociaux. A terme, elle peut conduire à un assainissement de l'activité économique et à un rétablissement des marges des entreprises permettant une reprise. Ce terme peut être plus ou moins long selon à la fois :

1. l'ampleur de la crise,
2. la nature des causes qui l'ont provoquée,
3. la pertinence des mesures prises,
4. le déficit de légitimité que de telles mesures peuvent entrainer avec pour conséquence le plus souvent un déficit de rationalité, du gouvernement avançant et reculant à la fois.

D'une crise n'émerge donc pas nécessairement un assainissement. La récession n'est pas toujours « un bain de jouvence » Autrement dit, si une crise est une opportunité à terme pour les entreprises et les investisseurs, elle peut aussi être une opportunité perdue pour le capital dans son ensemble avec un cout social croissant.

Le choix entre des mesures brutales, rapides, de type *big bang* et des mesures gradualistes détermine le type d'austérité. Avec des mesures prises simultanément et rapidement – le *big bang* - l'effet récessif est plus élevé, selon certains économistes, qu'avec le gradualisme mais la reprise est plus rapide et plus forte. Pour d'autres économistes, comme McKinon, elle est éminemment dangereuse. Utilisant une métaphore, ce dernier précise même que la libéralisation brutale de l'ensemble des marchés « c'est comme marcher sur un terrain miné, on ne sait jamais si le prochain pas sera le dernier ». Echengreen quant à lui écrit : « l'Histoire est pleine de cadavres des pays qui ont libéralisé les marchés financiers et ouvert trop vite le compte capital de la balance des paiement… ». Cependant, bien que qualifiant la politique suivie par le gouvernement Macri de *big bang*, Eichengreen considère que la reprise peut être d'autant

taux de change parallèle, seul taux faible à leurs yeux. Plus le taux de change parallèle se déprécie, plus les prix augmentent. La monnaie perd ainsi une de ses fonctions, celle d'unité de compte dans la mesure où les prix sont fixés par rapport au dollar parallèle, on dit alors que la dollarisation est passive, ou encore de facto. Le taux de change parallèle acquiert donc un rôle central dans la détermination du taux d'inflation et en retour lorsque ce dernier augmente, la crédibilité vis-à-vis de la politique du gouvernement baisse et l'écart entre les deux taux augmente, relançant encore davantage l'inflation. Aussi une méga-dévaluation alignant le taux officiel sur le taux parallèle, accompagnée d'une politique de libéralisation surtout vis-à-vis du marché des capitaux, peut être de nature à enrayer la dépréciation de la monnaie et donc à réduire rapidement le taux d'inflation, comme ce fut le cas sous la présidence Menem au début des années 1990. Bien qu'attendu, ce n'est pas le résultat obtenu avec le gouvernement Macri, l'inflation après avoir augmenté, a baissé puis, à nouveau la croissance de la hausse des prix s'est accélérée, traduisant ainsi l'existence de problèmes d'ordre structurels non résolus.

6. Ce dernier point est souligné par Fiorito A, Guaita N. et Guaita S : El mito del crescimiento economico dirigido por el tipo de cambio competitivo, Circus, revista argentina de economia, n°5, 2013, 81-105. Nous ne partageons pas totalement ce diagnostic. Une dévaluation ne conduit pas dans l'immédiat à une reprise des exportations et à une réduction des importations (courbe en J). Cette phase, plus ou moins longue de non reprise, dépend de l'état du tissu industriel et donc de son élasticité prix de l'offre, de l'ampleur de la dévaluation, des élasticités de la demande étrangère par rapport aux prix. Dans le cas argentin, la détérioration du tissu industriel et la crise du Brésil font que cette phase peut être relativement longue, probablement plus longue qu'au Brésil. L'appareil industriel même affaibli par la désindustrialisation est plus performant qu'en Argentine. Notons qu'au Brésil, la dépréciation de la monnaie nationale suite à la crise de 2015-2016 n'a pas provoqué une reprise des exportations pendant plusieurs mois, la balance commerciale de produits industriels a connu une réduction de son déficit grâce à la baisse des importations, ce n'est qu'ensuite que les exportations ont connu un essor.

plus rapide que la crise, suite à ces mesures, aura été forte. Pour autant la crise perdure et s'approfondit et le diagnostic d'Eichengreen s'est avéré erroné.

La production industrielle chute de -7.9 % selon l'INDEC, de – 7.4% selon la FIEL (informe de coyuntura, GERES, *op.cit*, p.10) en juillet 2016 par rapport à juillet 2015. Que le taux d'inflation augmente dans l'immédiat n'est pas surprenant, qu'il se maintienne à un niveau élevé, qu'il augmente est davantage surprenant (voir graphique ci-dessous). La dévaluation génère une hausse des prix importante, 4,7% en décembre 2015.Celle-ci fléchit légèrement ensuite puis connait un rebond important. Annualisée, l'inflation passe de 25% en novembre 2015 à 46% en juin 2016. Crise économique, accélération de l'inflation, hausse importante du chômage (voir tableaux ci-dessous), peu d'investissements étrangers alors qu'on en espérait beaucoup, développement de la précarité des emplois, baisse des revenus provoquent une augmentation de la pauvreté. Selon les enquêtes menées par l'UCA, proche du gouvernement, le pourcentage de pauvres est ainsi passé de 29% en décembre 2015 à 34,5% en avril 2016. Le risque est grand que ce pourcentage augmente, triste ironie pour un gouvernement qui avait promis d'éradiquer totalement la pauvreté en quatre ans.

Aussi, force est de constater que le pronostic du gouvernement Macri ne s'est pas réalisé au bout de dix mois d'exercice du Pouvoir. Décidemment l'Histoire ne se répète pas à l'identique, et pour paraphraser, elle se répète en tragédie avec sa cohorte de nouveau pauvres, d'appauvris, de distribution des revenus de plus en plus inégale.

Tableau : Taux d'inflation, juin et décembre, 2012 – 2015, puis de janvier 2016 à juin 2016 mois par mois, accumulé sur 12 mois,

Déc 2012	Juin 2012	Déc 2013	Juin 2014	Déc 2014	Juin 2015	Déc 2015	Janv 2016	Fev 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016
23%	23%	29%	41%	39%	26%	29%	32%	35%	37%	41%	44%	46%

Source : GERES (op.cit) calculé à partir des données de DPE San Luis y ciudad de Buenos Aires et de sociétés de consulting privées, rappelons qu'en janvier 2014 et en décembre 2015 eurent lieu deux méga-dévaluations.

Tableau : emploi, chômage, sous-emploi, à partir de EPH-INDEC, 31 agglomérations

	Taux d'activité	Taux de chômage	Sous occupation involontaire	Sous occupation volontaire
I.14	45	7.10	5.50	2.60
II.14	44.80	7.50	6.80	2.60
III.14	44.70	7.50	6.30	2.90
I.15	45 ?20	6.90	6.10	3.00
II.15	44.60	7.10	7.60	2.50
III.15	44.50	6.60	6.30	2.80
II.16	44.80	5.90	5.90	2.70
II.16	46	9.30	7.70	3.50

Source : CESO, informe economico mensual, sept.2016

Est-ce à cause de la hausse des salaires dépassant celle de la productivité que l'inflation perdure à un niveau élevé ? La hausse des salaires réels n'a pas été aussi importante qu'annoncée par la précédente présidence. Elle a cependant dépassé celle de la productivité du travail[7], particulièrement modeste il est vrai comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous. Elle croit peu dans l'ensemble, elle est encore moins le résultat d'une transformation structurelle du paysage industriel, dit autrement d'une transformation dans la composition de la production en faveur des branches et des entreprises plus productives, l'effet structurel étant particulièrement faible. Alors que la productivité moyenne augmentait au taux annuel de 1.59%, en Chine durant la même période, elle augmente de 10% par an dont 7.62 point dus à une amélioration de la productivité au sein des branches, et 2.37 points dus à une transformation structurelle et en Corée du sud de 3.21 %, 3.81 points et -0.61 points respectivement. De ce point de vue, l'Argentine ainsi que de nombreux pays

7. Qu'on ne se méprenne pas : ce n'est pas la hausse des salaires qui est à l'origine du manque de productivité. La hausse des salaires est nécessaire compte-tenu des très fortes inégalités de revenu. Mais elle doit s'accompagner d'une politique de change adéquate, d'une politique industrielle qui ne pèche pas par clientélisme, voire la corruption, ce qui n'est pas évident. L'appréciation du taux de change, la faiblesse des efforts en termes de recherche, l'absence de politique ciblée jouent négativement sur la compétitivité et la rentabilité des entreprises industrielles en moyenne (avec toutefois une forte dispersion).

latino-américains d'ailleurs, manque le tournant productif que prennent les économies asiatiques.

	Taux de croissance de la productivité du travail	Effet interne en %	Effet structurel en %
1950 – 1975	1.47	1.42	0.04
1975 – 1990	- 1.76	- 1.37	- 0.38
1990 – 2011	2.12	2.68	-0.56
2000 – 2011	1.59	1.73	-0.14

Source : Castillo, p. 21

Est-ce à cause de la crise, latente, puis précipitée par la politique du gouvernement depuis décembre 2015?
La croissance de la productivité est médiocre, largement en deçà de ce qu'on peut observer dans les pays émergents latino-américains. Avec un taux de croissance des salaires réels supérieur à la croissance de la productivité et un taux d'appréciation réelle de la monnaie nationale, il est logique que dans l'ensemble, d'un point de vue macro-économique, l'Argentine perde en compétitivité, d'autant plus que les investissements en infrastructure (transports, énergie) et dans la recherche sont également très insuffisants, malgré un certain effort dans les années Kirchner dans l'éducation. Il faut aller au-delà de l'approche macro-économique et affiner l'analyse. Deux pays peuvent avoir une croissance de la productivité semblable, un coût unitaire du travail (combinaison de la productivité, des salaires et du taux de change) équivalent et l'un avoir des excédents commerciaux considérables (par exemple l'Allemagne) et l'autre un déficit commercial non négligeable (par exemple la France). Au-delà donc des moyennes, il faut analyser la dispersion de la compétitivité selon les secteurs, la capacité de monter en gamme et de produire des produits nouveaux de haute qualité pour lesquels l'élasticité de la demande étrangère par rapport aux prix joue moins que celle par rapport aux revenus.

Ce n'est pas le cas de l'Argentine. Sa compétitivité passe par l'élasticité prix pour ce qui concerne les produits manufacturiers d'origine industrielle (MOI) et d'origine agricole (MOA). Elle participe peu à l'éclatement international de la chaine de valeur, à l'exception notable du secteur automobile, elle produit enfin des biens de moins en moins sophistiqués en technologie et importe de plus en plus des biens sophistiqués. Le tissu industriel des PYMES est particulièrement ancien, voire obsolète. C'est moins le cas des grandes entreprises probablement. C'est ce qui explique à la fois la désindustrialisation dans la production de biens peu sophistiqués et les importations substitutive de la production locale, et l'incapacité de produire des biens sophistiqués à la hauteur de la demande, d'où le déficit commercial croissant que nous avons noté.

Non seulement la croissance de la productivité du travail est faible depuis plusieurs décennies, mais son niveau est également en deçà de ce qu'il faudrait pour que l'industrie puisse dans son ensemble être compétitive. La dispersion de la productivité est très élevée, plus élevée que dans les pays avancés. Dans l'industrie de transformation les niveaux de productivité sont très différents. Il en est de même en ce qui concerne leurs évolutions respectives mais raisonner en moyenne n'a pas grand sens. L'Ocde et la Cepal ont montré il y a quelques années[8] que la dispersion autour de la moyenne tant de la productivité que des salaires était beaucoup plus élevée dans les économies émergentes latino-américaines qu'aux Etats-Unis. Lorsqu'on décompose les entreprises selon leur taille en quatre groupes (grandes, moyennes, petites et très petites) et qu'on compare leur productivité moyenne aux groupes correspondants aux Etats-Unis, indicés 100 pour chacun d'entre eux, on constate que la brèche de productivité n'est pas très importante dans le groupe des grandes (on pourrait ajouter que la productivité des transnationales est plus élevée en général que celle des entreprises nationales, sauf exception), mais qu'elle croit de plus en plus fortement à mesure que l'on passe du groupe de moyennes, à celui des petites et enfin des très petites (où est concentré l'emploi informel). On obtient des résultats comparables pour ce qui concerne les revenus du travail, la dispersion y est très importante.

En Argentine, cette dispersion l'est encore davantage, l'obsolescence des équipements dans les PYMES étant particulièrement importante[9]. La crise accroit également cette dispersion : tous les secteurs ne souffrent pas de la même manière. L'exemple de l'industrie est

8. Ocde-cepal : *Perspectives économiques de l'Amérique latine, transformation de l'État et développement*

9. Giarrizzo V. et Montano F. : El stock de capital en la industria pyme: condiciones para modernizar la maquineria y el equipo de producción, CIPPEC, document n°172, 1-14

emblématique. La chute de la demande, tant interne qu'externe suite aux crises conjuguées en Argentine et au Brésil, alourdit considérablement les coûts unitaires de production, suite à l'augmentation des capacités de production oisives. Celle-ci a un impact négatif sur la productivité du travail. Selon IDELAS-UCES (2016, n°85), la productivité du travail combinée aux salaires réels dans cette branche (salaires nominaux déflatés par les prix de gros dans la manufacture) passe de l'indice 100 en 1997 à l'indice 179.8 en 2011 et enfin à l'indice 151.8 en 2015. Il en est de même pour la branche machines et équipements : 100 en 1997, 160.6 en 2011 et 108 en 2015. L'indice pour l'ensemble de l'industrie s'établit à 194.4 en 2015. Il y a donc quelques branches comme la production de bois, à l'exception des meubles (indice 212 en 2015), papiers et dérivés (indice 289.3 en 2015), instruments médicaux et de précision (245 en 2015) qui ne connaissent pas de baisses prononcées du fait de la crise.

Selon les analyses de Coatz, Dragun et Sarabia[10], la politique de marges par unité produite est contra – cyclique en Argentine. *Elles augmentent en période de contraction de la demande et de crise, elles tendent à baisser en période de croissance* (p.56). On peut dès lors considérer que la crise accroit le taux d'inflation, surtout dans les branches les plus affectées par la chute de la demande.

Le diagnostic sur la nature de la crise effectué par le gouvernement Macri est erroné. Certes une dévaluation était nécessaire compte-tenu de la forte appréciation de la monnaie, mais au lieu de précipiter une crise latente par des mesures d'austérité, il eût mieux valu soutenir la demande, ne pas laisser l'inflation amputer le pouvoir d'achat, par une réforme fiscale, par des incitations à comprimer les marges. Une partie plus ou moins importante de cette demande se serait davantage orientée vers la production nationale plutôt que vers des importations, celles-ci devenant plus chères du fait de la dévaluation. Davantage protégées, les entreprises auraient moins souffert de capacités de production oisives et leur politique de marge auraient moins besoin d'être contra-cyclique. Maintenir la demande aurait évité de précipiter la crise. Mais est-ce possible ?

Le scénario de la baisse des salaires réels n'est pas inéluctable. Le maintien des salaires réels en monnaie locale est possible. Les économies ne sont pas totalement ouvertes. Le niveau général des prix est composé des prix des biens exposés (*tradable*) et d'autres qui ne le sont pas. Certes l'ensemble de ces biens utilise de manière plus ou moins importante des biens importés dont le prix augmente avec la dévaluation mais pour autant la hausse de leurs prix n'est pas équivalente à celle de la dévaluation sauf à considérer que l'ensemble de ses inputs est importé. On peut donc concevoir que la hausse des prix consécutive à une dévaluation soit inférieure à la hausse du cours de la monnaie nationale en dollar. Les biens exposés devenant plus compétitifs (le salaire en dollar baisse), le salaire nominal en monnaie locale peut alors s'accroitre sans que cela érode totalement l'accroissement de compétitivité, et le salaire réel peut alors rester stable.

Choisir de comprimer la demande des ménages, c'est opter pour une stratégie coûteuse en termes sociaux, inefficace en ce qu'elle alimente l'inflation. Au lieu de baisser, l'inflation a augmenté. Contrairement à la doxa, le soutien à la demande aurait permis de diminuer le taux d'inflation. C'est ce qui ne fut pas fait, favorisant ainsi la poursuite de la marginalisation de l'Argentine.

« Etre réaliste, c'est demander l'impossible », vivre sans imagination c'est répéter et aggraver les erreurs passées. Les raisons pour lesquelles la seconde option est le plus souvent choisie se trouvent en général dans la manière de résoudre les contradictions entre les classes sociales et au sein de celles-ci. Peu importe pour le secteur rentier, qu'il soit lié à la finance ou à l'exploitation des matières premières, que le futur soit sombre pourvu que les gains immédiats soient élevés. « Dans le long terme, nous serons tous morts » écrivait Keynes. Aussi, émerger de la désindustrialisation, surmonter la marginalisation, opter pour la première option exigent qu'on passe par un trou de souris et que soient surmontés beaucoup d'obstacles. Mais rêvons.

Le chemin est étroit, c'est par un trou de souris qu'il faut passer et nombre d'auteurs considèrent déjà qu'il sera impossible à emprunter, oubliant que certains pays comme la Corée du sud, Israël *etc.*, malgré leur faible

10. Coatz, D., Dragun P. et Sarabia M. : La rentabilidad en la industria argentina a 12 anos de la crisis de convertibilidad : mitos y realidad, costos y precios en la industria manufacturera argentina, *Boletin informativo Techint*, N°343, 2014, 45-63,

population, ont pu le faire, que « le pessimisme de la raison c'est l'optimisme du cœur » (Valery) et dans sa version gramscienne, de la « volonté ».

Bibliographie

(Sauf institutions éditant des rapports de conjoncture cités dans le texte.)

Albrieu R et alii (2015) : *Argentina : una estrategia de desarrollo para el siglo XXI*, edition Turmalina,

Castillo M et Martins Neto A (2016) : *Premature deindustrialization in Latin America*, Cepal, serie Production development n°205, 1-23

Coatz, D., Dragun P. et Sarabia M.(2014) : La rentabilidad en la industria argentina a 12 anos de la crisis de convertibilidad : mitos y realidad, costos y precios en la industria manufacturera argentina, *Boletin informativo Techint*, N°343, 45-63

Fiorito A, Guaita N. et Guaita S. (2013) : « *El mito del crescimiento economico dirigido por el tipo de cambio competitivo* », *Circus, revista argentina de economia*, n°5, 81-105

Giarrizzo V. et Montano F. (2016) : El stock de capital en la industria pyme: condiciones para modernizar la maquineria y el equipo de producción, *CIPPEC*, document n°172, 1-14

Gallagher P. (2010) : « *China and the future of Latin American Industrialization* » , *Policy Brief* n°18, The Frederick S. Pardee Center.

Oecd-Eclac, (2013) : Latin American Outlook

Salama P. (2012) : *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Armand Colin, collection U, publié en espagnol (2016) accompagné d'une longue préface : *Tormenta en America latina*, ed Colegio de la frontera norte, Biblioteca de Jalisco

Salama P. (2014) : *Des économies toujours émergentes ?* La documentation française

Schorr M. et Wainer A.(2015) : Argentina en la posconvertibilidad: de la holgura a la restricción externa. Una aproximación en clave estructural, *mimeo*, 1-20

Schteingart D. et Coatz D.(2015) : « Que modelo de desarrollo para la Argentina ? » in *Boletin informativo TECHINT*, n°349, 49-79

Working Papers parus en 2015 et en 2016

Andrea Lanza *Un organicisme de la complexité. Notes pour un chapitre sur le socialisme et les sciences naturelles (France, première moitié du XIX^e siècle),* FMSH-WP-2015-96, juin 2015.

Vincent Duclos, *Le design du monde. De McLuhan à Sloterdijk, vers une anthropologie de l'espace en devenir,* FMSH-WP-2015-97, juin 2015.

Mathias Grote, *What could the 'longue durée' mean for the history of modern sciences?*, FMSH-WP-2015-98, june 2015.

Philippe Steiner, *Comte, Altruism and the Critique of Political Economy*, FMSH-WP-2015-99, GeWoP-8, june 2015.

Pierre Salama, *Argentine, Brésil, Mexique entrent dans la tourmente. Quo vadis Amérique latine ?*, FMSH-WP-2015-100, juin 2015.

Ayşe Yuva, *Die Historisierung der Philosophie in Deutschland und Frankreich nach Kant*, FMSH-WP-2015-101, october 2015.

Elisa Brilli, *Mettre en image les deux cités augustiniennes (ms. Florence, BML, Plut. 12.17)*, FMSH-WP-2015-102, octobre 2015.

Julie Patrier, *Les dépôts alimentaires dans les tombes d'Anatolie centrale au II^e millénaire av. J.-C.*, FMSH-WP-2015-103, octobre 2015.

Matthieu Renault, *Préface à la révolution. C.L.R. James, lecteur de Melville*, FMSH-WP-2015-104, juillet 2015.

Yang Dongping, *Enseignement supérieur, équité et société*, FMSH-WP-2015-105, octobre 2015.

Olivier Galland, *Un pacte implicite entre les générations pour le* statu quo, FMSH-WP-2015-106/GeWoP-9, novembre 2015.

Anaïs Albert, *Consommation de masse et consommation de classe à Paris des années 1880 aux années 1920 : bilan d'une recherche*, FMSH-WP-2016-107, janvier 2016.

Philippe Rousselot, *Les forces spéciales américaines : vers une refondation?*, FMSH-WP-2016-108, mars 2016.

Priscilla Claeys, *The Right to Land and Territory : New Human Right and Collective Action Frame,* FMSH-WP-2016-109, mars 2016

Matias E. Margulis and Priscilla Claeys, *Peasants, Smallholders and Post-Global Food Crisis Agriculture Investment Programs*, FMSH-WP-2016-110, avril 2016

Antoine Kernen et Antoine Guex, *Partir étudier en Chinee pour faire carrière en Afrique,* FMSH-WP-2016-111, avril 2016.

Stefania Tarantino, *La liberté et l'expérience politique des femmes face à la crise : les féminismes italiens et leurs prolongements au XXIe siècle,* FMSH-WP-2016-112, avril 2016.

Nicolas Brisset, *La double dimension de la performativité : de la construction de la finance contemporaine,* FMSH-WP-2016-113, septembre 2016.

Camille Devineau, *Bwɛni, un mot pour dire ce qu'implique être griot chez les Bwaba,* FMSH-WP-2016-114, septembre 2016.

Anne Marie Moulin, *La « vérité » en médecine selon son histoire,* FMSH-WP-2016-115, octobre 2016.

Priya Ange, *Ethnographie des bijoux de Franco-pondichérien-ne-s. Au cœur d'une production des relations de genre et parenté,* FMSH-WP-2016-116, décembre 2016.

Dirk Rose, « *L'époque polémique* », FMSH-WP -2016-117, 2016.